



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Compte rendu de la formation en Management des femmes africaines entrepreneures à l'Ecole Nationale d'Administration- 21 juin au 9 juillet à Paris.

Contexte

Dans le cadre du « FSP genre et développement économique : femmes actrices de développement », 18 femmes chefs d'entreprises africaines venues de 6 pays : Burkina Faso, Cameroun, Mali, République démocratique du Congo, Sénégal ont été accueillies à l'ENA à Paris du 21 juin au 9 juillet pour suivre une formation en Management.

Elles travaillent dans différents secteurs tels que la transformation alimentaire, l'agriculture, l'artisanat, le cosmétique, l'édition, habillement et les médias, les transports routiers, l'imprimerie. Toutes gèrent des entreprises de plusieurs dizaines de salariés et font partie de fédérations ou d'associations professionnelles qui œuvrent en faveur de la reconnaissance des femmes entrepreneures dans leur pays.

« Le FSP genre et économie en Afrique : femmes actrices du développement », dans son titre, son domaine d'intervention et sa philosophie vise à casser les stéréotypes liées à l'activité économique des femmes dans les pays en voie de développement. Trop souvent perçues et présentées comme victimes (de violences, des situations de pauvreté ou de discriminations) et intégrées en bloc dans la catégorie « groupes vulnérables », on les met très rarement en situation de montrer à quel point elles sont des actrices, des décisionnaires qui contribuent activement au développement de leur pays et de leur continent.

En favorisant le soutien à une formation d'excellence, le Département a souhaité, d'une part renforcer les capacités des femmes d'affaires reconnues dans leur pays et leur région et d'autres part, créer des solidarités entre ces femmes résolument ancrées dans la réussite et d'autres femmes bénéficiaires du FSP qui sont également investies dans des activités économiques à un niveau plus modeste et qui sont souvent encore en situation de très grande précarité.

Déroulement du stage et résultats :

Une formation sur-mesure a été conçue par l'équipe de l'ENA couvrant tous les aspects de management de l'entreprise du XXI^{ème} siècle : gestion de projet et gestion d'équipe, gestion du temps, travail en réseau et communication, nouveaux outils de communication, techniques de négociations. Des rencontres par branches professionnelles ont également été organisées pendant deux demi-journées. Des consultants et des intervenants extérieurs ont été mobilisés et ont travaillé selon une approche pédagogique axée sur des apports à la fois méthodologiques et pratiques avec des exercices de simulations et des échanges d'expériences.

Les 18 femmes chefs d'entreprise ont aussi été invitées par la Délégation aux Droits des Femmes de l'Assemblée Nationale à un petit déjeuner à l'Assemblée Nationale en présence de M. Stéphane GOMPERTZ, Directeur Afrique et océan Indien au Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), Mme. Cécile SPORTIS, chargée de Mission Egalité Femme-Homme à la DGM et responsable du FSP « femmes actrices du développement ». Près de 10 députés (femmes et hommes) ont participé à ce petit déjeuner-débat qui a soulevé un vif intérêt et abordé des questions telles que les visas, le niveau de financement consenti aux femmes, chefs d'entreprises, les PME-PMI en Afrique, la situation de la femme dans la société dans les différents pays d'Afrique représentés.

Une rencontre a été organisée entre les stagiaires de l'ENA et les ONG partenaires du FSP. Les premières sont appelées à devenir les « marraines » des 3000 femmes bénéficiaires des projets portés par les ONG qui vise à améliorer les conditions de travail, d'intégration et de rémunération de plus de 3000 dans les 6 pays de référence plus la RDC. A cet égard, la visite des pépinières d'entreprises dédiées aux projets portés par les femmes de la ville de Paris a été particulièrement appréciée.

Un réseau de femmes chefs d'entreprises africaines (FEMA-ENA) a été créé pendant la formation à l'initiative des femmes, ce réseau qui leur permettra de continuer leurs échanges d'expériences et de bonnes pratiques et à mutualiser leurs contacts et ressources pour aider les petites entrepreneuses soutenues par le FSP.

Le réseau FEMA-ENA sera un relais en Afrique francophone sur les questions relatives à l'entrepreneuriat féminin.

Riche d'enseignement pour elles comme pour nous, ce stage a mis en relief des besoins et de faire apparaître de nouvelles problématiques :

- Nécessité de disposer de visas de longue durée pour développer leurs marchés en France et pouvoir suivre des formations utiles quand elles se présentent. La plupart ont des visas de 10 ans pour les Etats-Unis et le Canada.
- L'accès aux crédits fut la source de vifs débats tout au long de ces trois semaines de formation : En tant que chefs d'entreprises, ces 18 femmes sont à la recherche de crédits conséquents (entre 500 000€ et 1M€), dits « méso-crédits ». En tant que petites et moyennes entreprises, elles sont touchées par le manque de financement général et subissent de plus, des discriminations spécifiquement liées à leur sexe. Par exemple, pour obtenir un prêt, il est souvent demandé un titre foncier comme garantie, mais dans la majorité des pays africains, la femme n'est soit pas en droit de posséder une propriété d'après le Code de la Famille, soit si le Code de la Famille l'y autorise, la coutume l'en empêche. De plus, en tant que femmes, elles disent manquer de crédibilité auprès des banquiers, car elles ne maîtrisent pas toujours le vocabulaire financier.
- Elles ont exprimé clairement leur désir de contourner les « intermédiaires » pour accéder directement aux financements proposés par l'AFD et PROPARGO au travers notamment du Fond d'investissement et de soutien et d'investissement en Afrique (FISEA).
- Elles ont remis en question le « dogme » du microcrédits pour les femmes, lui reconnaissant des vertus pour lutter contre la pauvreté qui permet aux femmes en situation de grande précarité de survivre, mais qui ne permet pas de capitaliser et de passer à un entrepreneuriat reconnu et rentable: des taux d'intérêt trop élevés (en moyenne 25%) et des sommes prêtées insuffisantes pour des période trop courte

(moins d'un an) obèrent les résultats d'un système qu'il conviendrait d'évaluer à partir des bénéficiaires et non des organismes de crédits qui avec de telles conditions ne peuvent que se féliciter des bons rendements de ce produit financier.

- Le Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique (FISEA), mis en place par l'AFD, d'un montant de 250 millions d'euros, a pour objectif de favoriser la croissance des PME africaines en leur offrant un accès à des capitaux propres et un appui en termes de capacités. Il est un outil financier disponible et pourrait devenir une opportunité pour ces femmes chefs d'entreprises africaines en leur donnant accès au méso-crédit.

En accord avec l'Agence Française de développement (AFD) et PROPARCO, la DGM/BPM a décidé de lancer un groupe de travail dès septembre prochain ayant pour objectif l'évaluation des outils financiers proposés par la coopération française en Afrique et les modifications à envisager pour que les femmes en deviennent des bénéficiaires à par entière.

Communication

La stratégie de communication accompagnant ce projet ne portait pas uniquement sur la valorisation d'un projet du Département le FSP « femmes actrices du développement » mais plus largement sur la valorisation de la place des femmes dans la croissance et le développement en Afrique et dans le monde.

La formation a bénéficié d'une importante couverture médiatique autour de deux sujets principaux : la valorisation des parcours des femmes entrepreneures africaines et leur rôle comme nouveaux leaders de la croissance et du développement économique de leurs pays et de l'Afrique.

Pendant un mois, plusieurs reportages et articles ont été diffusés :

- Pour les médias télévisés : TV5 MONDE, AFRICA 24 ;
- Pour les médias radiophoniques : RFI ;
- Pour les relais média : l'AFP, XINHUA, NEWS PRESS, APO ;
- Pour la presse web : TERRAFEMINA, AFRIK.COM.

Commentaires :

La première formation « Femmes entrepreneures en Afrique » à l'ENA organisée dans le cadre du « FSP genre et développement économique : femmes actrices de développement » du MAEE a connu un véritable succès.

Les 18 femmes chefs d'entreprises repartent avec des connaissances qui leur ont permis, d'après les mots de Nicole GAKOU (Sénégalaise et présidente de l'association des femmes d'affaires sénégalaises) lors d'une interview sur le plateau de TV5 MONDE, de « modéliser tout ce qui était inné et d'instinct chez nous », afin d'être plus « performantes ».

Le MAEE ainsi que l'ENA ont pour objectif de pérenniser cette formation qui a porté ses fruits en matière de visibilité du rôle des femmes chefs d'entreprise en Afrique et a permis de mettre à jour les difficultés qu'elles rencontrent au quotidien et de proposer des solutions. Pour ce faire des soutiens financiers auprès de la Banque Africaine de Développement et la Banque Mondiale seront recherchés.

Enfin, des travaux seront lancés dès septembre en partenariat avec l'AFD et PROPARCO avec le Réseau Genre en Action sur l'amélioration de la prise en compte des problématiques de genre dans les programmes économiques et l'accès aux financements, dans le but d'assurer un réel accès des femmes aux ressources et qu'elles soient véritablement reconnues comme des actrices de développement.